

Maintenant : Dix-huit mois après le génocide, quel est selon vous le degré d'information de l'opinion publique française sur la situation au Rwanda ?

Jean-Pierre Chrétien : Cela nous renvoie à la façon dont l'information est passée au moment du génocide, c'est-à-dire sur un registre émotif : les cadavres, le choléra... Comme la plupart des gens ne s'intéressent que de loin au détail des questions africaines, ils ont surtout été informés par la télévision. S'ils ont suivi attentivement les journaux, ils ont pu lire des analyses politiques à partir de juin-juillet 1994, mais à la télévision cette analyse a été très faible et c'est le mode émotif qui a dominé, à l'instar des crises somalienne et libérienne.

L'émotion étant retombée, il ne reste plus que des nouvelles épisodiques et lorsque des éléments nouveaux apparaissent, c'est toujours sur un ton spectaculaire : ça s'est manifesté avec Kibeho et actuellement avec le problème des réfugiés qu'on veut expulser du Zaïre.

À travers tout ça, je ne suis pas sûr du tout que l'opinion soit vraiment éclairée sur le réel enjeu, c'est-à-dire sur la nature politique et idéologique du génocide. Finalement, ce qui reste dans la tête des gens c'est qu'il y a deux ethnies - hutu et tutsi -, que beaucoup de Hutus sont partis au Zaïre, que les Tutsis sont au pouvoir à Kigali...

Le fait qu'un pouvoir responsable du génocide soit en même temps responsable d'une intoxication de la population qui a provoqué un départ massif au Zaïre, ceci n'est pas perçu : on voit simplement les Hutus ayant peur des Tutsis. La réduction ethnique domine et c'est ce qui explique la virulence qu'a prise ce qu'on pourrait appeler le révisionnisme, le négationnisme à l'égard du génocide. Quelques milieux bien informés, qui suivent et ont des contacts, exploitent l'aspect « bande dessinée » du problème (l'opposition ethnique considérée comme naturelle) pour essayer de gommer l'enjeu : c'est-à-dire le fait de savoir si le Rwanda pourra, après ce génocide, retrouver une conscience nationale dépassant le racisme, et pourra se reconstruire sur la base de la justice.

On ne va pas au-delà de l'idée qu'il existe un antagonisme entre deux ethnies.

RADIO-PARIS MENT !

Entretien avec Jean-Pierre Chrétien

Les situations rwandaise et burundaise exigeraient « une grande rigueur dans l'information et l'identification précise des faits et des acteurs, sans tomber dans les clichés ethniques qui ont été les vecteurs du génocide », affirme Jean-Pierre Chrétien, collaborateur éminent du Centre de recherches africaines, mais aussi fidèle auditeur de Radio France Internationale (RFI). Il déplore « subir depuis des mois le contraire dans les propos du correspondant de RFI, comme dans ses écrits au Monde : simplification ethnique incessante, parti pris pro-hutu (au sens de favorable aux thèses hutuistes), même si tout cela est habilement mis dans la bouche " d'observateurs " ou de " diplomates " ou de Dupont quelconques rencontrés sur la route ou dans les hôtels ».

Quelle est l'influence des journalistes « anti-FPR » sur la perception du problème rwandais en France ? Après quoi peuvent bien courir ces fervents propagandistes ? Jean-Pierre Chrétien nous apporte des éléments de réponse.

lectuelle dès qu'il s'agit de ce continent. Tout est noyé dans une vision simple : il y a des Hutus qui sont à l'extérieur, des Tutsis qui sont rentrés, et « les Tutsis ont pris les maisons des Hutus ».

— **Pensez-vous que la crise rwandaise telle que la présentent des journalistes comme Stephen Smith et Jean Hélène puisse être relayée à travers d'autres médias par un effet d'« autorité » ?**

J.-P. Chr. : En ce qui concerne les médias nationaux, effectivement, on observe un certain type d'autorité, puisque ces journalistes font figure d'experts. C'est d'ailleurs étonnant de voir qu'aujourd'hui Stephen Smith fait d'avantage figure d'expert, sur le Rwanda, que Claudine Vidal [sociologue, chercheur au CNRS, et au Centre d'études africaines - NDLR], qui a travaillé depuis les années 60 au Rwanda, qui connaît à fond cette société, qui a réalisé plein d'enquêtes... D'elle, on dira que c'est une « universitaire ». Tout le monde ne va pas lire *Les Temps modernes*, les *Cahiers d'études africaines* ou les livres parus chez Karthala, alors qu'en France - à Paris notamment -, beaucoup de ceux qui s'in-

teressent à l'Afrique ont accès à *Libération* : voilà pourquoi, en fin de compte, c'est Stephen Smith qui fait autorité.

De ce point de vue, il faudrait se livrer à une « analyse hiérarchique » de l'information : il y a d'abord la mise à plat de nouvelles, et puis il y a ce qui fait autorité. La base, ce sont les quelques paroles dites à la télévision, disponibles pour tout le monde..., mais intellectuellement, l'expertise va venir de certains grands journalistes. De même, les révélations et les prises de position de certaines associations reconnues (Amnesty, MSF, etc.) ont du poids dans ce processus. Il y a des relais dans l'authentification, c'est vrai.

Apparemment, il n'y a pas à *Libération* une « pensée maison », alors qu'il y en a une au *Monde* qui est manifestement beaucoup plus cohérente. Entre les reportages de Jean Hélène, ceux de Frédéric Fritscher et les éditoriaux, tout dans ce quotidien va dans une même ligne, qui a été celle d'un équilibre entre FPR et ancien gouvernement, et d'une grande prudence dans les jugements portés sur la politique française.

Tandis que dans *Libération* c'est beaucoup plus contradictoire, et puis Smith est lui-même contradictoire entre ce qu'il écrit à différents moments.

— **Un certain nombre d'associations et de spécialistes de l'Afrique des Grands Lacs, dont vous-même, se sont émus récemment du traitement de l'information réalisé par ces deux journalistes**

sur les enjeux au Rwanda. Il semble que malgré leur très bonne connaissance du dossier, ils accréditent (au moins implicitement) la thèse du double génocide⁽¹⁾. On s'étonne, on s'indigne... est-ce qu'on a le droit de poser la question : « Pourquoi ? Pourquoi présentent-ils les faits de cette manière ? »

J.-P. Chr. : Certainement, il n'y a pas de raison que les journalistes soient plus tabous que les hommes politiques, les universitaires ou les médecins lorsqu'ils exercent leur métier. Ça devrait pouvoir rentrer dans un débat : le problème, c'est que le débat n'existe pas beaucoup au niveau de la presse. Parfois il y a une lettre de lecteur qui paraît...

Ce qui surprend chez Jean Hélène et Stephen Smith (et ce, pour Smith, depuis juillet 1994), c'est qu'il semble qu'ils aient décidé d'avantage de mettre en examen le régime de Kigali que de s'interroger sur l'ensemble de la situation issue du génocide. On dirait qu'ils mettent entre parenthèses le génocide, comme si cet événement - aussi massif qu'atroce -, qui reste encore dans les ruines, dans les morts, dans la tête des gens, comme si cet événement n'avait pas existé.

On fait comme s'il s'agissait de n'importe quel autre pays d'Afrique : dès lors, ces journalistes se livrent à une analyse hargneuse du pouvoir en place avec tous ses défauts. Et de l'autre côté, on dirait que ce qui se passe dans la mouvance

« Est-ce qu'un journaliste, en fonction de certains types de sources, a des sortes de dettes ? C'est sur cela que je m'interroge. »

Je crains que la pédagogie des médias ait été insuffisante pour expliquer en quoi cet antagonisme était le fruit d'une idéologie raciste. Bien sûr, il y a eu de bons articles et, de loin en loin, des reportages télé ont dit certaines choses un peu plus justes, mais même quand on lit la presse, on retombe vite sur un « équilibre » entre les vengeances commises par des militaires du FPR et les massacres d'avril à juillet 1994. On s'apitoie sur les prisonniers, sur les conditions affreuses dans les prisons, mais en oubliant littéralement de quoi est inculpée la grande majorité des gens qui sont là.

Le combat contre le négationnisme se heurte à une espèce d'édredon, un « terrain mou » : les gens s'enlisent dans une vision ethnographique de l'Afrique. Je crois qu'on n'a toujours pas bien compris qu'il s'est commis un génocide au Rwanda. Bien qu'on connaisse tous les éléments, on renonce à croire qu'il est possible d'aller jusqu'au bout d'une analyse politique et idéologique en Afrique. Il y a une sorte de paresse intel-

légation *Libération*, mais j'ai l'impression

— **À *Libération*, l'alternance des articles de Stephen Smith et d'Alain Frilet, dont les partis pris sont visiblement opposés sur la question rwandaise, vous paraît-elle tenir la route ou vouée à l'incohérence ?**

J.-P. Chr. : Je ne sais pas comment fonctionnent *Libération*, mais j'ai l'impression

Christophe Mfizi, ambassadeur du Rwanda en France, écrivait déjà en août 1992 que les responsabilités de l'organisation de la politique d'épuration se situaient au plus haut niveau du régime : « *Je m'étais entretenu avec l'ambassadeur de France à l'époque et il m'avait pratiquement félicité pour mon analyse.* »



héritée de l'ancien régime - qui contrôle toujours les réfugiés, possède des réseaux d'influence en Europe, etc. - n'est pas très important pour eux.

Ce qui m'étonne, moi, ce n'est pas que Smith ou Hélène aient écrit des choses mauvaises sur le régime de Kigali, parce qu'il y en avait à dire, c'est la continuité dans une ligne. C'est le cas de Smith depuis qu'il a entrepris de vouloir démontrer, en juillet 1994, que le FPR avait abattu l'avion présidentiel (en utilisant des arguments qui ne tenaient pas du tout la route ⁽²⁾), jusqu'aux articles dans lesquels il a massivement relayé le point de vue des Hutus ultras (Rwanda et Burundi confondus)... Ainsi, une interview du Burundais Léonard Nyangoma ⁽³⁾, parue sans que l'auteur n'introduise la moindre distance. En 1994, toute la presse avait pourtant relaté comment Nyangoma s'était montré capable d'inventer un faux putsch, d'intoxiquer l'opinion. Tout le monde s'en était plaint, jusqu'au représentant de l'ONU, Ould'Abdallah. On savait que Nyangoma est un politicien susceptible de mentir, et pourtant Smith répercute ses thèses sans le moindre recul ! Il y a donc une continuité dans la défense d'une thèse « hutue » (au sens idéologique) qui est étonnante.

Est-ce que ça reflète un malaise personnel face à un génocide que, finalement, en Europe, on a pas su empêcher, ni su percevoir pendant plusieurs semaines ? Et qu'alors, en disant : « Eh bien, vous voyez, les rescapés du génocide, ils sont aussi mauvais que les autres », d'une certaine façon, on voudrait faire oublier ça ?

Est-ce que, quand on est un correspondant à l'étranger, les types de réseaux d'information qu'on utilise font qu'à certains moments on fait soi-même des calculs ? C'est sur cela que je m'interroge. Est-ce qu'un journaliste, en fonction de certains types de sources, a des sortes de dettes ? Doit-il, pour s'acquitter de renseignements obtenus à tel moment, rendre service à d'autres moments ? Je me pose la question...

Pour résumer, chez Smith, ou bien c'est un « état d'âme personnel » face à un génocide (une psychologie qu'il faudrait comprendre), ou bien c'est peut-être un calcul ⁽⁴⁾. Chez Jean Hélène, c'est tellement plus froid qu'on ne pense même pas à ça. Hélène répercute de façon vraiment trop évidente la version officielle française - la thèse des « Khmers noirs », par exemple - ainsi que la vision de la « troisième voie » rwandaise et des Burundais du Frodebu sous l'influence de Nyangoma. Il ne faut pas oublier que Jean Hélène est basé à Nairobi (Kenya), ville qui est devenue le foyer le plus important des gens de l'ancien régime Habyarimana et des partisans de la mouvance Nyangoma. Tous, notamment Jérôme Ndiyo, le responsable de l'information de Nyangoma, sont essentiellement basés dans la capitale kenyane. Alors, est-il possible qu'en tant que journaliste le correspondant du Monde fasse mal son métier et croit être bien informé par des gens qui, gentiment, lui servent leur idéologie ? La question se pose, tant les articles d'Hélène sont calqués sur les déclarations de ces extrémistes.

Par ailleurs, je crois que c'est quelqu'un qui est totalement figé dans la vision tribale de l'Afrique. Et c'est là, très curieusement, une continuité au Monde : depuis Philippe Decraene jusqu'à Jean Hélène en passant par Jacques de Barrin, les correspondants de ce journal en Afrique ont toujours privilégié l'analyse ethnique « au niveau des piqueterettes ». C'est-à-dire que lorsque des personnes se battent, on cherche à identifier l'appar-

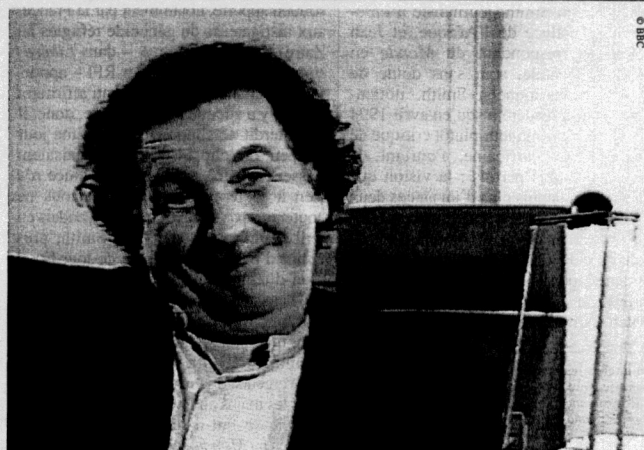
tenance tribale, plutôt que le processus politique qui fait qu'une force ou un gouvernement exploite l'ethnisme. Cette volonté de réduction a d'ailleurs conduit à des articles très agressifs à l'égard des universitaires, notamment avec de Barrin. Ils disent qu'au fond les universitaires nous cassent les pieds à couper les cheveux en quatre alors que l'Afrique c'est tellement évident, tellement simple : il y a des ethnies qui s'opposent.

Ce schéma a son importance. Peut-être y a-t-il le souci de faire plaisir à des instances officielles en France - quand on est correspondant de RFI ou du Monde en Afrique de l'Est ? Mais il y a aussi une fixation « hargneuse » sur l'explication ethnique pour affirmer : « Voyez, on a raison ! » Et chaque fois qu'on va trouver un élément allant dans ce sens, on va enfoncer le clou.

Il y a une faiblesse intellectuelle dans l'analyse de l'Afrique qui s'est installée au Monde et qui semble donner une cohérence générale des éditoriaux aux reportages des correspondants.

— Le 12 août, vous avez réagi en écrivant au directeur d'antenne de RFI, Michel Meyer, qu'est-ce que vous lui disiez ?

J.-P. Chr. : Je lui disais que c'était étonnant qu'il y ait un tel décalage entre ce que raconte son correspondant et ce qu'on voit par ailleurs dans d'autres documents. Que les problèmes du Rwanda et du Burundi étaient compliqués et qu'on



Jean-Christophe Mitterrand, conseiller aux affaires africaines du président du même nom, de 1988 à 1992. « Connaissant l'Afrique et le Rwanda, je ne peux pas imaginer que le génocide ait été préparé ou planifié. Ça demande une organisation de la population que je ne les vois pas en état d'assumer, vu l'état de leurs techniques et des communications. Il pouvait y avoir des petites actions qui se sont créées toutes seules, mais il n'y avait pas d'ordres venus d'en haut. »

On assiste donc à un changement de personnel au sein de la coalition au pouvoir, qui s'opère conformément aux modalités prévues par les accords d'Arusha ⁽⁵⁾ : toutes les permutations, que ce soit sur le plan politique ou sur le plan de l'origine dite « ethnique », aboutissent au maintien des mêmes équilibres dans le nouveau gouvernement.

C'est une crise sérieuse mais rapide-

la description de cette crise. Avec l'évocation « calme » des personnalités en jeu. En revanche, dans l'article de Jean Hélène, j'ai l'impression de lire qu'il y a eu un coup d'État à Kigali et qu'il n'y a plus aucun ministre hutu ni aucun ministre non-FPR. [Les articles de Smith pendant le remaniement exploitent, à peu de choses près, la même trame - NDLR].

Son argumentation revient à dire que la « fiction d'Arusha » est finie, que c'est l'échec du gouvernement de coalition, etc. L'article ne met aucunement en valeur la personnalité des nouveaux ministres mais surtout celle des partants ; les mêmes partants qui étaient jusqu'alors considérés comme des pendents du FPR ou des « Hutus de service » deviennent tout à coup très bons en démissionnant !

Tout est ramené à la construction d'un pouvoir tutsi FPR à Kigali, on ne décèle aucune nuance. Or, la philosophie du FPR n'est pas du tout celle de l'ethnisme, pas plus que Kagame n'incarne l'ethnisme. Pas de trace des débats qui ont lieu à Kigali et que tout le monde connaît, tout nous ramène à un règlement de comptes contre le pouvoir de Kigali.

C'est quand même étonnant que, sur cette situation, Le Monde soit d'un parti pris si disproportionné que le point de vue d'un journal conservateur belge paraisse aussi équilibré. ■

Propos recueillis par Mehdi Ba.



Alison Desforges, consultant de Human Rights Watch pour l'Afrique. « J'ai moi-même discuté personnellement des conclusions du rapport paru en mars 1993 avec le conseiller aux affaires africaines du président Mitterrand et avec des officiels du Quai d'Orsay. Leur point de vue était que ces choses étaient, bien sûr, malheureuses ; que peut-être, effectivement, il y avait quelques abus. Mais qu'en fait, on était en Afrique et qu'il fallait s'attendre à de telles choses... »

attendait des analyses et pas une « évidente désinformation ».

Autrement dit, soit Jean Hélène est bête, soit il le fait exprès ; il a entrepris, depuis Nairobi, de défendre une thèse, celle des idéologues du Hutu Power rwandais et burundais. Il aurait pu expliquer le débat, présenter les arguments...

— Le remaniement ministériel de la fin août a cristallisé une nouvelle fois les atermoiements des journalistes dont nous parlions : ils y voient l'acte ultime du FPR pour s'approprier la totalité du pouvoir. Auriez-vous des éléments d'analyse plus désintéressés ?

J.-P. Chr. : Au fond, ce qui vient de se passer au Rwanda, c'est une crise gouvernementale qui tourne essentiellement autour du problème de la sécurité, de la justice, du traitement du génocide et du retour des réfugiés. Cette crise a montré qu'au sein du gouvernement - du FPR notamment - on a considéré que l'action engagée n'était pas assez efficace, que ça piétinait...

ment réglée et qui n'a pas pour résultat, comme on l'a dit, une mainmise totale du FPR et des Tutsis sur le gouvernement. Ce dernier compte toujours une majorité de ministres hutus et une majorité de ministres n'appartenant pas au FPR. Cela étant, le FPR a, certes, une influence prédominante puisque c'est lui qui a gagné la guerre et que l'armée lui est prioritairement acquise : ça, personne ne le nie. Mais en tout cas, on a toujours affaire à un gouvernement de coalition.

À la base de cette crise gouvernementale, on trouve l'exacerbation des tiraillements entre deux interprétations des priorités à mettre en œuvre : la justice ou la réconciliation. Certains pensent qu'il n'y a pas de réconciliation sans justice, et d'autres qu'il faut accélérer la réconciliation et tourner un peu plus vite la page sur le génocide ; c'est ça l'enjeu du débat. Derrière cela, il peut y avoir différentes manigances, des attitudes plus radicales, au FPR ou ailleurs...

Quand je lis la Libre Belgique aujourd'hui (1^{er} septembre), je trouve à peu près

1. Selon Mitterrand, le FPR aurait procédé à son tour à un génocide après sa victoire sur les troupes des ex-FAR. Cette victoire avait pourtant mis un terme au génocide - bien réel celui-là - perpétré par l'État rwandais, que la France soutenait indéfectiblement depuis quatre ans par l'intermédiaire de son président.

2. Rappelons que, selon des informations recoupées par la journaliste belge Colette Braeckman, deux soldats français du Détachement d'assistance militaire d'instruction (DAMI) - dont l'un est identifié - auraient procédé à cet attentat, lequel fut le déclencheur du génocide. Aucune enquête à ce sujet n'a été menée, ni par l'armée, ni par le Parlement, ni par Stephen Smith. Ce dernier, au contraire, développait dans Libération l'hypothèse (non étayée) d'une possible responsabilité du FPR dans l'attentat.

3. Léonard Nyangoma peut être sommairement qualifié comme l'homme qui essaie par tous les moyens de créer une guerre civile au Burundi.

4. Les mauvaises langues (nombreuses à la rédaction de Maintenant) ont dans l'idée que Smith bénéficie de contacts trop étroits avec les services spéciaux français. Les barrières de la « déontologie » seraient pulvérisées si ces mauvaises langues allaient jusqu'à dire qu'il perçoit des mêmes services une quelconque compensation (un salaire ??). La seule question qui se pose est la suivante : pourquoi les directions de Libé et du Monde acceptent-elles d'offrir de telles tribunes à l'État, surtout dans des circonstances à ce point « criminelles » ?

5. Accords conclus par le président Habyarimana et le FPR en vue d'un partage du pouvoir entre les divers partis, sur une base pluriethnique. Le génocide, couvert et soutenu par la France, organisé et exécuté par les tenants du Hutu Power (qui prirent le pouvoir « sur le cadavre d'Habyarimana... »), en fut la principale violation.

Les notes sont de la rédaction.

... Stephen Smith, journaliste à *Libération* spécialiste de l'Afrique, et Jean Hélène, correspondant du *Monde* en Afrique orientale, sont sans doute de grands professionnels. Smith, notamment, était considéré jusqu'en avril 1994 comme un chroniqueur plutôt critique de la dérive africainne. Pourtant, le doute n'est plus permis : la vision que nous livrent depuis plus d'un an ces deux éminents confrères est trop contestable pour passer inaperçue. Comment expliquer qu'à la fin du mois de juillet, six semaines après la sortie du rapport de l'organisation américaine Human Rights Watch Arms Project (qui dénonce le

soutien apporté, notamment par la France, aux instigateurs du génocide réfugiés au Zaïre) Stephen Smith (3) - dans *Libération* - et Jean Hélène - sur RFI - apportent simultanément un démenti affirmant qu'il n'y a aucune preuve et que, donc, il est interdit de s'inquiéter. Le même jour (à peu de choses près), ils faisaient passer le même message : la France n'a rien à se reprocher au Zaïre, nous ne soutenons pas les extrémistes rwandais en exil ! Qui leur a soufflé ? Smith, plus subtil d'habitude, rédigera ce jour-là un chef-d'œuvre de mauvaise foi...

Chacun de leurs écrits apporte son lot de présomptions que MM. Smith et Hélène sont manipulés... ou acceptent de l'être. Comment expliquer autrement leur convergence de vue avec ceux qui se sont saisis des mains au Rwanda ? Pourquoi Jean Hélène se fait-il, dans le cadre de ses articles au *Monde*, le relai complaisant des négationnistes. Pourquoi Stephen Smith est-il si attaché à faire croire à ses lecteurs que la page est tournée et qu'aujourd'hui le vrai danger vient du FPR ? Comment est-il possible qu'un journaliste aussi documenté utilise une argumentation qui emprunte plus à Paul Barril (*lire l'interview, page suivante*) qu'à la FIDH et à Human Rights Watch ?

L'évidence est là : si les registres et les procédés diffèrent, le but recherché est apparemment identique. Là où Stephen Smith introduit le doute, déconstruit, souffle le chaud et le froid, « symétrise » le génocide, et finit en estimant que sur les

livraisons d'armes, « il est impossible de trancher la question », Jean « Bulldozer » Hélène manifeste moins de méthode. Lui ne déconstruit pas, il démolit ; il ne sème pas le doute, il moissonne les contrevérités ; il ne symétrise pas le génocide, il l'inverse ; il ne fait pas un pas en avant, deux pas en arrière, il fonce tête baissée dans l'intox ; enfin, il ne s'embarrasse pas d'évaluer l'information, il l'annule !

Les « observateurs » qu'il cite abondamment, de Nairobi à Kigali, ont une version toute particulière des événements survenus au Rwanda depuis 18 mois. Cette version, qui seule trouve crédit aux yeux de Jean Hélène, est curieusement la sœur jumelle de l'Histoire telle qu'aime-rait la voir écrite demain les plus extrémistes des réfugiés du « Hutu Power » ; ceux qui ont consciencieusement massacré et s'entraînent aujourd'hui au Zaïre afin de retourner finir ce qu'ils ont commencé.

Que veulent cacher ces journalistes et ceux qui leur emboîtent le pas ? Qui espèrent-ils couvrir pour mettre ainsi en péril leur crédibilité ? Quelles raisons impérieuses les poussent-ils à « déraisonner ». Nous ne croyons pas nécessaire de pouvoir répondre à coup sûr à ces questions pour oser les poser. ■

3. Dans son article du 31 juillet, Smith jette très explicitement le discrédit sur le rapport de HRW et sur les méthodes d'investigation employées.

Un ancien légionnaire, à propos de la présence française entre 1990 et 1993.
« Si les Français n'avaient pas été là ? Eh bien l'armée rwandaise aurait été totalement incapable de défendre le pays. Ils savaient à peine se servir des armes et ils n'avaient presque aucune notion de la tactique militaire. Les forces armées rwandaises avaient perdu la guerre, la bataille aurait duré un plus une journée... »



Le capitaine Paul Barril, gendarme en retraite et ancien patron de la cellule élyséenne, il fut le conseiller personnel du président Habyarimana.
« Il faut savoir que l'action qui a été menée par le FPR, depuis l'Ouganda, en 1990, c'était une action de terroristes et non pas celle d'une armée classique. Avec des villages qui étaient rasés, des enfants qui étaient éventrés. C'est-à-dire que les gens de Kagame qui avançaient, c'étaient des bandes de terroristes et de tueurs. »

bibliographie

- Rapports
* Le best of des articles de Stephen Smith et Jean Hélène peut être obtenu auprès de l'Association franco-rwandaise, qui édite par ailleurs le bulletin *Liaison Rwanda*. (tél. : 62 64 80 03).
* Human Rights Watch Arms Project.
* Réarmement dans l'impunité : soutien international aux auteurs du génocide rwandais (19 mai 1995) est disponible à l'association Survie (tél. : (1) 43 27 03 25).
* Amnesty international (tél. : (1) 49 23 11 11).
* Burundi : sans une action immédiate, les massacres continueront, 15 juin 1995.
* Rwanda : Les auteurs du génocide reçoivent toujours des armes, 13 juin 95.
* Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France.
Le premier Dossier noir, « Rwanda : depuis le 7 avril 1994, la France choisit le camp du génocide », peut être commandé auprès d'Agir ici (tél. : (1) 40 35 07 00) ou Survie.
Livres
* Les crises politiques au Burundi et au Rwanda, sous la direction d'André Guichaoua (Karthala, 1995, 790 p.).
* Burundi, l'histoire retrouvée, J.-P. Chrétien (Karthala, 1993

Aux armes

« Toutes les sources militaires que j'ai pu contacter au fil des derniers mois ont catégoriquement nié qu'il y ait eu des livraisons françaises d'armes vers le Rwanda, même pendant toute l'année 1994. » Puisque c'est Stephen Smith qui le dit (sur France-Inter, le 21 août), on n'oserait mettre en doute les propos d'un journaliste si bien informé. Pourtant, dix jours après cette déclaration, le représentant du Rwanda aux Nations unies affirmera publiquement que la France mérite de comparaître devant un tribunal international pour ventes d'armes illégales. Selon lui, « les Français s'agitent dans les coulisses [de l'ONU] et font du lobbying [...], cela signifie qu'ils ont quelque chose d'important à cacher ».

Ce « quelque chose d'important » pourrait bien se résumer à une simple date dans le calendrier de l'année 1994 : une date à laquelle la France continuait à livrer des armes à un État qui s'orientait ouvertement vers l'extermination de la population tutsie. Poursuivait-elle ces livraisons au-delà de la signature des accords d'Arusha (4 août 1993), qui prévoyait pourtant leur arrêt ? Est-elle allée jusqu'à conforter les tueurs du Hutu Power après le 6 avril 1994, en continuant à les armer et à les conseiller après qu'ils eurent débuté les massacres ? Est-il possible que cette coopération militaire franco-rwandaise se soit même poursuivie après le 17 mai de la même année, date de l'embargo sur les armes fixé par l'ONU ? Les présomptions s'accroissent qui incitent à répondre par l'affirmative aux trois questions.

Ces interrogations ont resurgi le 20 août dernier, suite à la diffusion sur la BBC de l'émission « Panorama », consacrée à l'implication française au Rwanda. Le témoignage d'un colonel belge, Luc Marchal, qui commandait en 1994 les forces de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) sur l'aéroport de Kigali, met explicitement Paris en cause. Dans les jours qui ont suivi le début du génocide, ses hommes étaient de faction sur l'aéroport de la capitale rwandaise : ils ont vu avec certitude

le manège auquel se livraient alors les avions français, censés évacuer nos ressortissants. C'était le 8 avril 1994, quarante-huit heures après l'attentat contre l'avion présidentiel : « Le premier chargement se composait de trois avions. Deux de ces avions transportaient du personnel militaire ; dans l'autre, il y avait des munitions et des armes à destination de l'armée rwandaise. Ces cargaisons ont transité à peine quelques minutes sur l'aéroport : elles furent immédiatement chargées dans des véhicules et acheminées au camp de Kanombe. » Ces trois seules phrases suffisent à provoquer la plus profonde inquiétude chez les autorités françaises... qui se sont empressées de les démentir.

Mais à quoi bon ? Il y a déjà plusieurs mois, la journaliste Colette Braeckman (*Le Soir*) avait produit un document accablant. Un rapport de mission qu'elle a déniché à Kigali fait état de la visite que le lieutenant-colonel Rwabalinda fit à Paris du 9 au 13 mai 1994 : selon ce rapport, qu'il adressa à ses supérieurs, il fut reçu par le général Huchon, qui dirigeait la coopération militaire française. Rwabalinda fit part à ce dernier des besoins urgents de l'armée rwandaise : munitions, habillement, matériel de transmission... Huchon lui expliqua à cette occasion que « les militaires français ont les mains et pieds liés pour faire une intervention quelconque à cause de l'opinion des médias que le FPR semble piloter ». Il ajoute qu'il faut d'urgence renverser l'image du régime à l'extérieur des frontières, faute de quoi, « les responsables militaires et politiques du Rwanda seront tenus pour responsables des massacres ».

L'émissaire des ex-FAR ne repart pas les mains vides puisque, selon son rapport, « le téléphone sécurisé permettant au général Bizimungu et au général Huchon de converser sans être écoutés par une tierce personne a été acheminé sur Kigali ». Que « dix-sept petits postes à sept fréquences chacun ont également été envoyés pour faciliter les communications entre les unités de la ville de Kigali », et qu'« ils sont en attente d'embarquement à Ostende ». Il ajoute : « Il est urgent de s'aménager une zone sous contrôle des FAR où les opérations d'atterrissage puissent se faire en toute sécurité. La piste de Kamembe a été retenue convenable aux opérations. Les deux appareils téléphoniques devraient [par ailleurs] nous aider à sortir de l'isolement vis-à-vis de l'étranger. » Instructif, n'est-il pas ?

Ajoutons qu'après la parution, en mai dernier, du rapport de Human Rights Watch qui attribue à notre douce France des livraisons d'armes aux ex-FAR, notamment entre la fin mai et le mois de juin 1994, le ministère de la Coopération a cru bon démentir à sa façon les informations qu'il contenait : en confirmant (*La Croix* du 31.05.95) que la France avait bien livré des armes sur l'aéroport de Goma après le 17 mai 1994, date à laquelle l'ONU a voté l'embargo sur les armes (au grand dam de Paris, qui fit tout pour s'y opposer...), mais que, contrairement à ce qu'en aurait déduit les mauvaises langues, il ne s'agissait pas de réarmer FAR et milices mais d'équiper les forces africaines de l'opération Turquoise. Curieuse explication, quand on sait que Turquoise n'était pas encore conçue aux dates attestées dans le rapport de HRW (fin mai) et qu'elle n'accueillait - difficilement - ses contingents africains qu'après le 20 juin !...

François-Xavier Verschave, président de l'association Survie, ironise sans rougir : « La mission militaire de coopération nous expliquera bientôt que ces armes étaient, en fait, destinées à l'autodéfense des gorilles du Nord-Rwanda, menacés d'extermination... » ■

M. B.

le génocide, et finit en estimant que sur les

3. Dans son article du 31 juillet, Smith jette très explicitement le discrédit sur le rapport de HRW et sur les méthodes d'investigation employées.

